

La crise financière semble avoir du mal à passer et les bourses restent fébriles : la récession économique est bien là, même si nous n'en ressentons pas encore tous les effets. Mais cette situation peu glorieuse ne doit pas nous faire oublier **deux autres crises**, apparemment plus lointaines et pourtant bien réelles et touchant au « vivant », que celui-ci soit humain ou animal, voire végétal :

**la  
crise alimentaire et la crise climatique**

Aujourd'hui, d'après les chiffres de la FAO, **923 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit 75 millions de plus en un an**

: tragique, et pourtant ! Les Etats qui se sont mobilisés pour garantir des centaines de milliards de dollars ou d'euros aux institutions bancaires et venir au secours de compagnies d'assurance en désarroi sont les mêmes qui ont diminué leur aide aux pays en grande difficulté alimentaire... «

**La Croix**

» signale dans son édition du mercredi 15 octobre que «

**l'aide alimentaire internationale est tombée en 2008 à son niveau le plus bas depuis quarante ans**

» et que, dans le même temps, «

**combe de cynisme, alors que lundi les Bourses repartaient à la hausse, se relançait également la spéculation sur les matières premières agricoles**

». En lisant cela, il semble difficile de croire que le capitalisme soit capable, par lui-même, de se réguler et de maîtriser ses penchants les plus vils car son principe-moteur est et reste la recherche du profit individuel, quelles qu'en soient les conséquences pour autrui, et que limiter ses effets apparaît à certains comme une atteinte insupportable à la sacro-sainte liberté de productions et d'échanges...

Moraliser le capitalisme ? **Le soumettre d'abord aux devoirs sociaux de solidarité et d'équité !**

C'est, me semble-t-il, le rôle de l'Etat, garant des équilibres sociaux et artisan de la justice sociale (qui n'est pas l'égalitarisme ou le collectivisme, dont l'Histoire a prouvé les dangers et les crimes) : or, la République de notre pays s'inquiète plus, aujourd'hui, du sort des banques que de celui des pauvres dont le nombre s'accroît jour après jour, chez nous comme ailleurs. Quant à la crise alimentaire mondiale, elle n'intéresse guère un gouvernement français plus occupé à rassurer les actionnaires qu'à aider au financement des opérations humanitaires pourtant vitales en Afrique, par exemple.

Cette situation me choque : alors qu'il faudrait environ 22 milliards d'euros par an « **pour assurer la sécurité alimentaire et relancer le secteur agricole longtemps négligé des pays**

## Crises...

Écrit par Jean-Philippe

Vendredi, 17 Octobre 2008 00:00

---

### **les plus touchés**

», les Etats les plus développés et les plus riches de la planète font la sourde oreille... Or, un jour viendra où «

### **le pas des mendiants fera trembler la terre**

» comme l'annonçait Georges Bernanos : ce jour-là, qu'advient-il de nos sociétés repues, ou semblant telles aux yeux de ceux qui n'ont rien ? Pas certain que les certitudes de nos gouvernants tiennent alors très longtemps face aux réalités nouvelles...

Quant à la crise climatique et, au-delà, la crise environnementale, elle passe elle aussi au second plan, au point de voir le « **Grenelle de l'environnement** » détricoté par les parlementaires et « asséché », financièrement parlant : là aussi, rien de rassurant !

Décidément, pour que notre Etat change de priorité et remplisse d'abord ses devoirs sociaux d'Etat, ceux-là même qui permettent de rendre confiance aux citoyens comme aux populations qui souffrent dans le monde, il semble nécessaire, au-delà de repenser sa politique, de changer ses institutions pour en changer l'esprit : **une Monarchie populaire, pourquoi pas, pour renouer avec la justice sociale et le devoir d'humanité**  
?